<p>Rapport 4-4 Avis sur Contrats territoriaux - Conventions d'objectifs et de moyens (Bourgogne Nivernaise - Val de Saône Vingeanne - Châtillonnais)</p>	<p>CESER BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ Conseil économique social et environnemental régional</p>
<p>Commission Territoires - Environnement Rapporteuse : Marie-Laure Schneider</p>	<p>Séance plénière Mercredi 16 novembre 2016</p>

Pour s'engager dans un « contrat territorial » avec le Conseil régional, un territoire bourguignon doit choisir de conduire sa stratégie au travers de l'un des deux axes suivants :

- **attractivité et accueil** avec les orientations : capter des populations, renouveler les actifs, maintenir les habitants,
- la **transition énergétique** avec trois piliers : sobriété énergétique, efficacité énergétique et développement des énergies renouvelables.

La contractualisation entre le territoire et la Région se matérialise via une Convention d'objectifs et de moyens (COM) initiale déclinée chaque année dans un Programme d'actions et d'animations (PAA).

Le présent rapport porte sur les trois dossiers suivants :

- Convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2017 du **Pays Bourgogne Nivernaise**.
- Convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2017 du **Pays Val de Saône Vingeanne**.
- Convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2017 du **Pays Châtillonnais**.

Le CESER note que les trois COM en objet relèvent de l'axe « accueil-attractivité ».

Le CESER prend acte de ces éléments tout en faisant les remarques suivantes :

- Pour le CESER, la politique territoriale de contractualisation relative aux territoires bourguignons arrive au bout de la première partie de son processus. En effet, la quasi-totalité des territoires bourguignons ont contractualisé avec le Conseil régional¹. Bien que chaque COM doive être « *conclu pour une durée de trois ans* »² (2015-2017), aucune ne dépassera l'année 2017 ouvrant ainsi la voie à une nouvelle étape. Le CESER s'interroge sur cette « nouvelle étape » c'est-à-dire sur la formalisation d'une nouvelle politique de contractualisation unifiée à l'échelle de la nouvelle grande région et s'appliquant à l'ensemble des territoires bourguignons et franc-comtois pour la période 2018-2020.

- Pour le CESER, le préalable essentiel à cette nouvelle étape consiste à procéder à l'évaluation des effets des deux politiques territoriales des deux ex Régions sur le développement des territoires :

- la politique des contrats territoriaux pour les territoires bourguignons,
 - et la politique des Contrats d'aménagement et de développement durable (CADD) pour les territoires francs-comtois.
- Pour les territoires bourguignons, le CESER souligne d'ailleurs que « *au bout de ces trois premières années, un bilan approfondi et une évaluation doivent être conduits. À l'issue de cette phase, le soutien de la Région pourra être renouvelé, réorienté ou ne pas être reconduit. En cas de reconduction, une nouvelle convention sera établie pour la même durée* »³.

Le CESER précise que le travail en cours de la commission Territoires-Environnement sur son autosaisine « *Dynamiques territoriales : comment favoriser les combinaisons gagnantes ?* » s'inscrit totalement dans les réflexions sur la préfiguration d'une nouvelle politique territoriale d'appui à la dynamisation et à l'action des territoires de Bourgogne Franche-Comté.

Vote du CESER : adopté à l'unanimité.

(1) > Deux autres territoires pouvaient potentiellement contractualiser : PETR du Grand Auxerrois (89) et la CUCM (71). Le cas du Tonnerrois (89) est particulier.

(2) > Conseil régional de Bourgogne, délibération n° 2015-1-5315-48 sur le règlement d'intervention relatif aux Contrats territoriaux 2015-2020

(3) > Conseil régional de Bourgogne, délibération n° 2015-1-5315-48 sur le règlement d'intervention relatif aux Contrats territoriaux 2015-2020